

Activités de l'AAD

VISITE D'ÉTUDE À WASHINGTON

LE PARTENARIAT UE/É-U SURVIVRA À TRUMP

Le climat politique américain a considérablement évolué depuis la dernière élection présidentielle. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont joué un rôle primordial au sein des institutions multilatérales fondées à cette période. Au début des années 50, le pays a été un soutien majeur de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, le précurseur de la Communauté économique européenne, remplacée à son tour par l'Union européenne. Au cours des ans, les États-Unis et l'Union ont travaillé en étroite collaboration à jeter les fondements d'une coopération mondiale entre des pays de tailles et cultures différentes. Le monde a grandement bénéficié de l'essor du multilatéralisme, qui a favorisé l'émergence d'un climat de gouvernance plus ouverte, de transparence et de responsabilité dans la gestion des affaires publiques. Les institutions multilatérales ont également contribué à l'élaboration d'approches communes dans les réponses apportées à des problèmes mondiaux comme les changements climatiques, les flux migratoires ou le terrorisme.

C'est pourtant une vision du monde radicalement différente que proposait Trump une semaine avant notre visite à Washington, celle d'un retour à un ordre mondial régi par le principe de souveraineté des États et la poursuite exclusive des intérêts nationaux, une version moderne de l'adage «la fin justifie les moyens». Sa doctrine de «l'Amérique d'abord» marque une rupture complète avec des décennies de consensus bipartite autour de la politique étrangère aux États-Unis.

Tout au long de notre visite, la question centrale a été celle de la tension entre nationalisme et internationalisme. Nos échanges au sein du Ministère des affaires étrangères ont mis en évidence le déclin de l'influence de ce dernier: très peu de hauts fonctionnaires avaient été confirmés par le Sénat, les sixième et septième étages étaient quasiment déserts et le budget du département avait subi une coupe de plus de 10 % (un chiffre cependant inférieur aux 30 % initialement prévus!). Au même temps, nous avons été rassurés d'entendre de la bouche des fonctionnaires permanents qu'un engagement solide en faveur des relations entre l'Union et les États-Unis était indispensable à la défense des intérêts américains, et ce malgré la persistance de nombreux problèmes commerciaux. Nous avons reçu des messages similaires au cours d'autres réunions.

Cependant, notre visite nous a apporté la confirmation douloureuse et dérangeante du clivage qui divise le pays. À l'occasion de discussions concernant la possibilité d'un conflit nucléaire avec la Corée du Nord ou d'un refus américain de renouveler la certification de conformité de l'Iran vis-à-vis de l'accord nucléaire de 2015, nous avons été frappés par les divergences d'opinion entre les conseillers de Donald Trump, prônant des avis quasi unanimes, et ce dernier, instinctivement porté à des actions radicales. Pour nombre d'entre nous, l'émergence de cette nouvelle conjoncture politique chez un allié de longue date de l'Europe est particulièrement inquiétante. Si les récentes déclarations

extraordinaires du sénateur Bob Corker, président très respecté de la puissante commission aux affaires étrangères du Sénat américain, concernant l'inconstance présidentielle et le risque d'un nouveau conflit armé qui pourrait en résulter, s'inscrivent dans un discours plus ancien, elles devraient renforcer les craintes considérables qui animent déjà les cercles européens. L'attitude favorable de Donald Trump au départ du Royaume-Uni de l'Union européenne, ou Brexit, n'est rétrospectivement qu'un incident mineur en comparaison de la gravité de la situation actuelle. Pour l'Union européenne, les conclusions à en tirer sont limpides. Comme l'a affirmé Angela Merkel à de nombreuses reprises, l'Union et ses États membres ne pourront compter que sur eux-mêmes face aux nombreux défis qui attendent l'Europe et le monde. À l'aune de la situation actuelle en Europe, l'injonction à «s'unir ou périr», qui rappelle un Benjamin Franklin, semble plus d'actualité que jamais. Par son comportement, Donald Trump contribue sensiblement au renforcement de l'unité européenne. Le bilan de notre visite est sans équivoque: les États-Unis demeurent un partenaire majeur de l'Union européenne. Cela ne fait aucun doute: nos relations bilatérales survivront à Donald Trump.

Laurens Jan Brinkhorst
ELDR, Pays-Bas (1994 - 1999)
l.j.brinkhorst@gmail.com

INSTITUTS AMÉRICAINS POUR LE SOUTIEN À LA DÉMOCRATIE

Au cours de la visite d'étude de la délégation de l'AAD à Washington, menée par le Président Barón Crespo, nous avons participé à un intéressant déjeuner avec deux instituts. Il s'agissait du National Democratic Institute (NDI) et de l'International Republican Institute (IRI). La délégation a eu un échange de vues avec ces deux instituts ensemble, chose aujourd'hui plutôt rare à Washington. En effet, les relations entre Républicains et Démocrates américains sont tendues et le bipartisme relève de l'exception. Ces deux organisations sont présentes dans de nombreux pays. Même à Washington, les dossiers relatifs aux affaires étrangères suscitent des controverses. Nous avons été accueillis par le président du National Democratic Institute, Kenneth Wollack, ainsi que Stephen Nix, directeur du service Eurasia, et Jan Surotchak, directeur du service Europe de l'International Republican Institute. Ces deux instituts ont été créés il y a une trentaine d'années, dans les années 80-90. C'est l'effondrement de l'empire soviétique qui a été le grand événement déclencheur. Les fondateurs des instituts se sont inspirés du modèle des fondations allemandes, telles que la fondation



Un moment de la rencontre avec NDI et IRI

Konrad Adenauer, à la différence près que les fondations allemandes, elles, sont aussi engagées dans de nombreuses activités en Allemagne même. L'action des deux instituts américains est donc exclusivement centrée sur l'étranger. Ils bénéficient d'un soutien public conséquent. Les dons constituent une autre source de revenus. En ce qui concerne l'Europe, ils mènent des activités dans les Balkans orientaux et occidentaux, en Hongrie, en Slovaquie, en Pologne et en Ukraine, mais aussi dans la région du Caucase et en Turquie. La mission du NDI, organisation à but non lucratif, non partisane et non gouvernementale, consiste à soutenir les institutions et les pratiques démocratiques. Il s'attache à renforcer les organisations

politiques et de la société civile ainsi qu'à promouvoir la participation des citoyens. L'objectif de l'IRI est de promouvoir les infrastructures de la démocratie, la liberté de la presse, les syndicats, les partis politiques, les universités, ce qui permet aux citoyens de choisir leur propre voie pour développer leur propre culture afin de concilier leurs propres différences par la voie pacifique. Il s'agit là des mandats officiels. Faute de temps, il n'a pas été possible d'en savoir plus sur ce que recouvrent leurs autres activités. Il serait, en tout cas, très important de connaître le bilan de leur action, qui couvre une grande partie de l'est de l'Union européenne. Je serai très intéressé par l'expérience éventuelle de certains membres de l'AAD avec l'un ou l'autre de ces deux instituts. Une conclusion possible est que l'Amérique n'a pas oublié le vieux continent. Le Congrès est toujours disposé à consacrer beaucoup d'argent pour aider les pays européens.



Un moment de la rencontre avec NDI et IRI

Bartho Pronk

PPE-DE, Pay-Bas (1989 - 2004)
bartho@barthopronk.com